

Réunion CG 92 / UDESR 92

12 juin 2014



Vos 7 conseillers généraux PS sur 45 élus

- **Martine GOURIET** : Présidente du groupe PS-EELV. Conseillère générale de Châtillon en charge des questions de Handicap, de Logement, de Transport et des Personnels du Conseil général
- **Luc BÉRARD de MALAVAS** : Conseiller général d'Asnières-sur-Seine (canton Nord) en charge des questions de Jeunesse, Sports, Prévention et Politique de la Ville
- **Pascal BUCHET** : Conseiller général de Fontenay-aux-Roses en charge des questions relatives à la Petite enfance, à la Santé et aux Finances
- **Gilles CATOIRE** : Conseiller général et Maire de Clichy-La-Garenne en charge des questions relatives aux Seniors, et du Grand Paris
- **Guy JANVIER** : Conseiller général de Vanves en charge des questions relatives aux Finances, aux Solidarités, au Réseau à Très Haut Débit et à la Réforme territoriale
- **Jean-André LASSERRE** : Conseiller général de Courbevoie (canton Sud) en charge des questions relatives à l'Education et à l'Enseignement Supérieur, à l'Aménagement et au Développement durable, au Développement économique et au Quartier d'Affaires de La Défense
- **Bernard LUCAS** : Conseiller général de Colombes (canton Nord-Ouest) en charge des questions relative à l'Insertion, à la Culture, au Tourisme et aux Nouvelles Technologies. Membre de la Commission d'appel d'offres



Les Hauts-de-Seine : un département riche ...

Indices et développement humain dans les départements franciliens classement régional ()				
	Santé	Education	Revenu	IDH-2
Paris	0,763 (1)	0,772 (1)	0,878 (3)	0,804 (1)
Hts de Seine	0,758 (2)	0,758 (3)	0,880 (2)	0,799 (2)
Yvelines	0,703 (6)	0,762 (2)	0,886 (1)	0,783 (3)
Essonne	0,733 (4)	0,738 (4)	0,842 (4)	0,771 (4)
Ile de France	0,733	0,716	0,812	0,753
Val de Marne	0,740 (3)	0,708 (5)	0,803 (5)	0,750 (5)
Val d'Oise	0,720 (5)	0,678 (7)	0,772 (7)	0,723 (6)
Seine et Marne	0,678 (8)	0,688 (6)	0,782 (6)	0,716 (7)
France métro	0,685	0,646	0,684	0,672
Seine St Denis	0,680 (7)	0,570 (8)	0,621 (8)	0,624 (8)

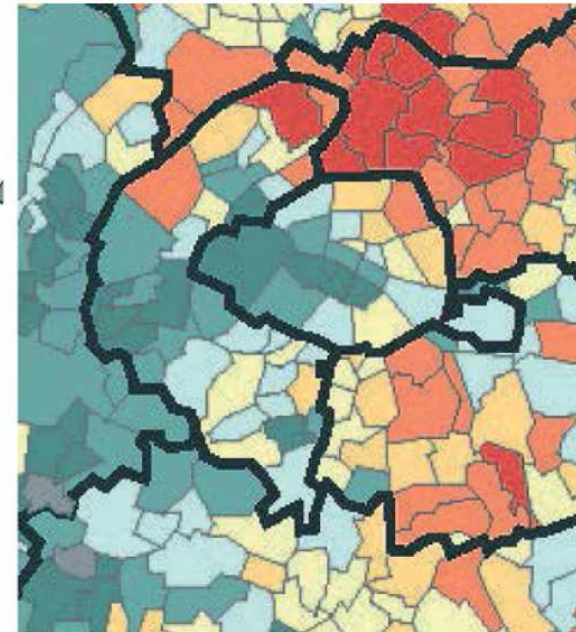
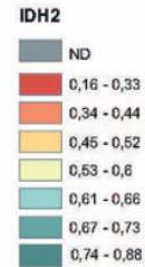
Indicateur Santé : basé sur l'espérance de vie à la naissance.

Indicateur Education : basé sur la proportion de la population de plus de 15 ans sortie du système scolaire avec un diplôme.

Indicateur Revenu : basé sur les revenus imposables médians des ménages par unité de consommations.

Source : IAU-ORS IDF 1999
Réalisation M. Riottot, mars 2012

IDH-2 par ville



Source : INSEE RPG 2006 - INSERM CépiDC - IAU-ORS IDF 2009
Réalisation M. Riottot, mars 2012




Martine Gouriet


Luc Bérard de Malavas


Pascal Buchet


Gilles Catoire


Guy Janvier


Jean-André Lasserre


Bernard Lucas

Groupe Socialiste du Conseil général des Hauts-de-Seine

<http://www.ps92.com>

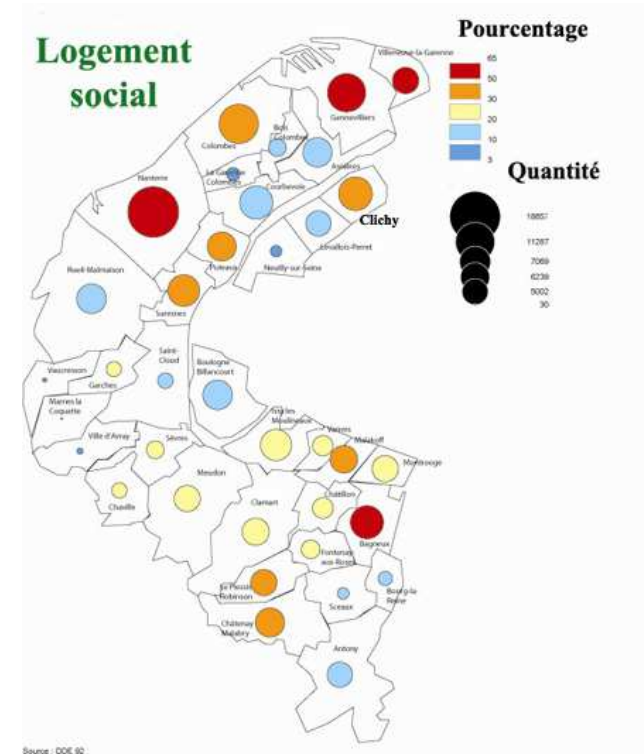
... Mais inégalitaire

Des communes très diverses

- **27.31 %** de logements locatifs sociaux (LLS) dans le 92
- **62.71 %** de LLS à Gennevilliers et **11.61 %** à La Garenne-Colombes
- 11 villes sur 36 ne respectaient toujours pas le seuil légal de 20% de logements sociaux au 1er janvier 2012.

Chiffres DRIHL Hauts-de-Seine 31/12/2012

Avec la loi du 18 janvier 2013 (seuil à 25% de LLS), ce sont désormais **22 communes sur 36** qui sont « hors-la-loi ».



▪ **Potentiel fiscal moyen par habitant en 2013 : 1 565 €**

- Potentiel fiscal moyen par habitant à Châtenay-Malabry : 973 €
- Potentiel fiscal moyen par habitant à Puteaux : 3 847 €

▪ **Médiane du revenu fiscal des ménages en 2011 : 26 122 €**

(19 218 € en France métropolitaine)

(Insee/DGFIP)

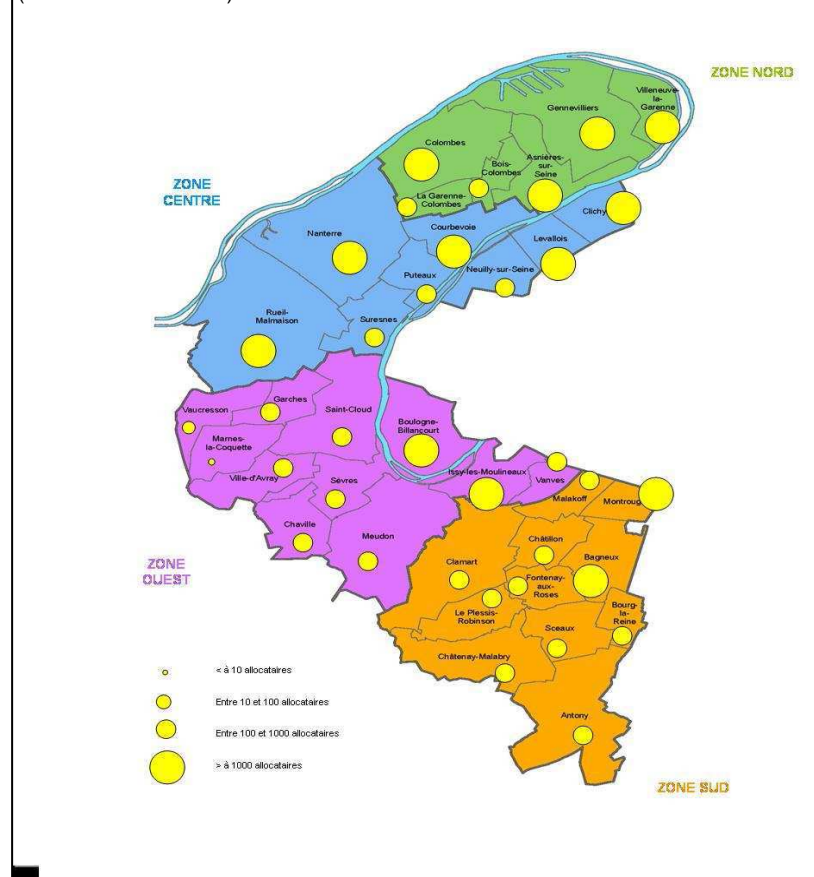
▪ **38 771 allocataires du RSA au 31 décembre 2013**

(CG92/CAF92)

- 4 453 allocataires du RSA à Nanterre
- 1 075 allocataires du RSA à Issy-les-Moulineaux
- 274 allocataires du RSA à Bourg-la-Reine

(Open Data CG92- chiffres 2012)

Nombre d'allocataires du RSA. 1er trimestre 2012
(Source CG92/CAF92)



Martine Gouriet Luc Bérard de Malavas Pascal Buchet Gilles Catoire Guy Janvier Jean-André Lasserre Bernard Lucas

Groupe Socialiste du Conseil général des Hauts-de-Seine <http://www.ps92.com>

Les compétences du Conseil général

Des compétences obligatoires réaffirmées et amplifiées par la loi du 13 août 2004

- ✓ L'action sociale et sanitaire : aide sociale à l'enfance, aide aux handicapés avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), aide aux personnes âgées avec l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), l'insertion sociale et professionnelle avec le Revenu de Solidarité Active (RSA), Protection maternelle et infantile (PMI), etc.
- ✓ L'Éducation : collèges, restauration scolaire, sectorisation
- ✓ L'aide aux communes
- ✓ L'aménagement de l'espace et l'équipement (voirie, parcs départementaux, etc.)



Les collèges : une compétence obligatoire (1)

Les collèges du 92 en chiffres

- 98 collèges publics
- 34 collèges privés
- 46 ULIS (Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire)
- 8 centres d'information et d'orientation (CIO) dont 1 d'Etat → A terme, 6 CIO correspondant aux 6 bassins d'éducation
- 2 « Écoles de la 2ème chance »
- 5 Internats d'excellence
- 74 000 collégiens dont 53 417* scolarisés dans les collèges publics du département
- 364* élèves en situation de handicap scolarisés au sein des ULIS du département
(*chiffres prévisionnels 2014)
- 84 médiateurs dans 68 collèges en 2014/2015



Les collèges : une compétence obligatoire (2)

Des budgets pour les collèges supérieurs à la moyenne nationale

En fonctionnement :

- Moyenne nationale : 34 € / habitant
- **Hauts-de-Seine : 54 € / habitant**
- Seine-Saint-Denis : 62 € / habitant

En investissement :

- Moyenne nationale : 32 € / habitant
- **Hauts-de-Seine : 49 € / habitant**
- Seine-Saint-Denis : 43 € / habitant

(Source DGCL – BP 2013)



Les collèges : une compétence obligatoire (3)

Malgré un **budget** (fonctionnement + investissement) en légère hausse en 2013, une **nette diminution depuis 2010**

- 13.3 % en 2011

- 5.6 % en 2012

+ 2 % en 2013

	2011	2012	2013
Dépenses totales en M€	169.4	159.9	163.2
en € /habitant	108	101	103



Les collèges : une compétence obligatoire (4)

Qui traduit une volonté de maîtriser et de rationaliser les dépenses

- Le maintien du montant des dotations de fonctionnement 2014 des collèges au montant 2013
- Le désengagement des actions pédagogiques et éducatives :
 - **Entre 2013 et 2014 : - 33.33 % de crédits** pour les Actions Educatives pour Tous
 - Au BP 2014 :
 - + 2.14 % pour le forum Top Métier
 - 0 % pour PREMIS
 - 0 % pour les voyages scolaires et le S.I.EL.
- Le désengagement de la médiation éducative : le nombre de collèges bénéficiaires reste stable (68), mais, depuis 5 ans, **le nombre de médiateurs éducatifs a diminué** de 92 à 84



Les collèges et la restauration scolaire : une compétence obligatoire (5)

Les nouveautés à la rentrée 2014/2015 :

- Introduction d'un **quotient familial départemental de 6 tranches** jusqu'à 750 € de quotient familial mensuel (QFM) allant de 0.60 € à 4 € par repas

➤ Rejet de l'amendement PS-EELV introduisant 9 tranches de 0 à 1 600 € de QFM allant de 0.40 € à 4 € par repas et limitant les effets de seuil

- Généralisation de l'**externalisation de la production des repas** avec 56 collèges (+ 8) avec un seul prestataire *Elior* (délégation de service public pour 4 ans)

- 2 Unités centrales de production (UCP)
- Inscription à la demi-pension **en ligne** avec choix des jours
- Facturation mensuelle par repas consommé

Groupe Socialiste du Conseil général des Hauts-de-Seine

<http://www.ps92.com>

• Mode de paiement diversifié (prélèvement automatique)

L'aide aux communes via les contrats de développement Département-Ville : une compétence obligatoire

Mise en place d'une politique de contractualisation avec les communes volontaires

- ✓ Selon le CG92 : enjeux de partenariat, de transparence, d'efficacité et de souplesse...
 - ✓ Rejet de l'amendement PS introduisant des critères sociaux et fiscaux : potentiel fiscal, % de logements sociaux et très sociaux, quartiers en contrats urbains de cohésion sociale (CUCS), nombre d'allocataires des minima sociaux, nombre de familles monoparentales et revenu médian des familles
- **Votés en décembre 2011, ces contrats pluriannuels d'une durée de 3 ans comportent un volet d'investissement et/ou de fonctionnement porté par la commune**



les contrats de développement Département-Ville (2)

Votés en décembre 2011

77.3 M€ de crédits inscrits pour la période de 2013-2015

dont 50.7 M€ en investissement

- **19 contrats ont déjà été signés**

- En février 2013 : Antony, Bois-Colombes, Châtenay-Malabry, Meudon, Sèvres, Vanves et Ville d'Avray
- En juillet 2013 : Chaville et Fontenay-aux-Roses
- En septembre 2013 : Marnes-la-Coquette
- En octobre 2013 : Colombes, Issy-les-Moulineaux, Neuilly-sur-Seine et Rueil-Malmaison
- En décembre 2013 : Bourg-la-Reine, Châtillon, La Garenne-Colombes, Le Plessis-Robinson et Suresnes

- **13 villes vont prochainement signer leur contrat avec le Département**



2 exemples de contractualisation (3)

✓ **Antony** pour un montant total de 8.4728 M€

6 M€ en investissement dont 2 M€ pour la construction d'un complexe associatif et 1 M€ pour la reconstruction d'un gymnase

2.4728 M€ en fonctionnement dont 2.13 M€ pour les structures municipales d'accueil de la petite enfance et 161 600 € pour les activités sportives

✓ **Fontenay-aux-Roses** pour un montant global de 3.05 M€

Uniquement en investissement dont 600 000 € pour la création d'une Maison des associations et 300 000 € pour la réhabilitation-extension d'une crèche



Les autres compétences du Conseil général

Des compétences facultatives issues de la clause de compétence générale

- ✓ L'habitat
- ✓ La politique de la ville
- ✓ La sécurité
- ✓ Les transports
- ✓ Le développement économique et le tourisme
- ✓ Les associations
- ✓ La culture et le sport



Le soutien à l'Économie sociale et solidaire : une compétence facultative

2011 - création d'un Conseil départemental de l'ESS

- Avec l'organisation d'un forum annuel départemental de l'ESS
- La mobilisation des clauses sociales dans 10% des marchés publics du département (vœu du groupe PS voté à l'unanimité en décembre 2011)
- La création d'un appel à projets d'économie sociale et solidaire
- 6 M€ votés sur 3 ans

➤ Bilan :

- Seulement 2 346 499 M€ dépensés dont 1 518 652 M€ en fonctionnement et 587 947 M€ en investissement
- 3 forums de l'ESS pour un coût global de 240 000 €
- 3 appels à projets
- 48 lauréats des 3 premiers appels à projets



Le soutien à l'Economie sociale et solidaire : une compétence facultative (2)

➤ De nouvelles modalités pour l'appel à projets 2014 :

- Instruction des candidatures tout au long de l'année
- Création d'un Club des lauréats des appels à projets
- Expérimentations
- ✓ Soutien à l'agriculture urbaine sur les toits de certains bâtiments du 92
- ✓ Soutien aux Tiers-lieux, et notamment la création d'un tiers-lieu éphémère sur la parvis de La Défense
- ✓ Soutien au développement de l'économie collaborative (financements participatifs, microcrédits, achats groupés, etc.) avec un possible partenariat avec *OuiShare* (communauté de l'économie participative créée début 2012)



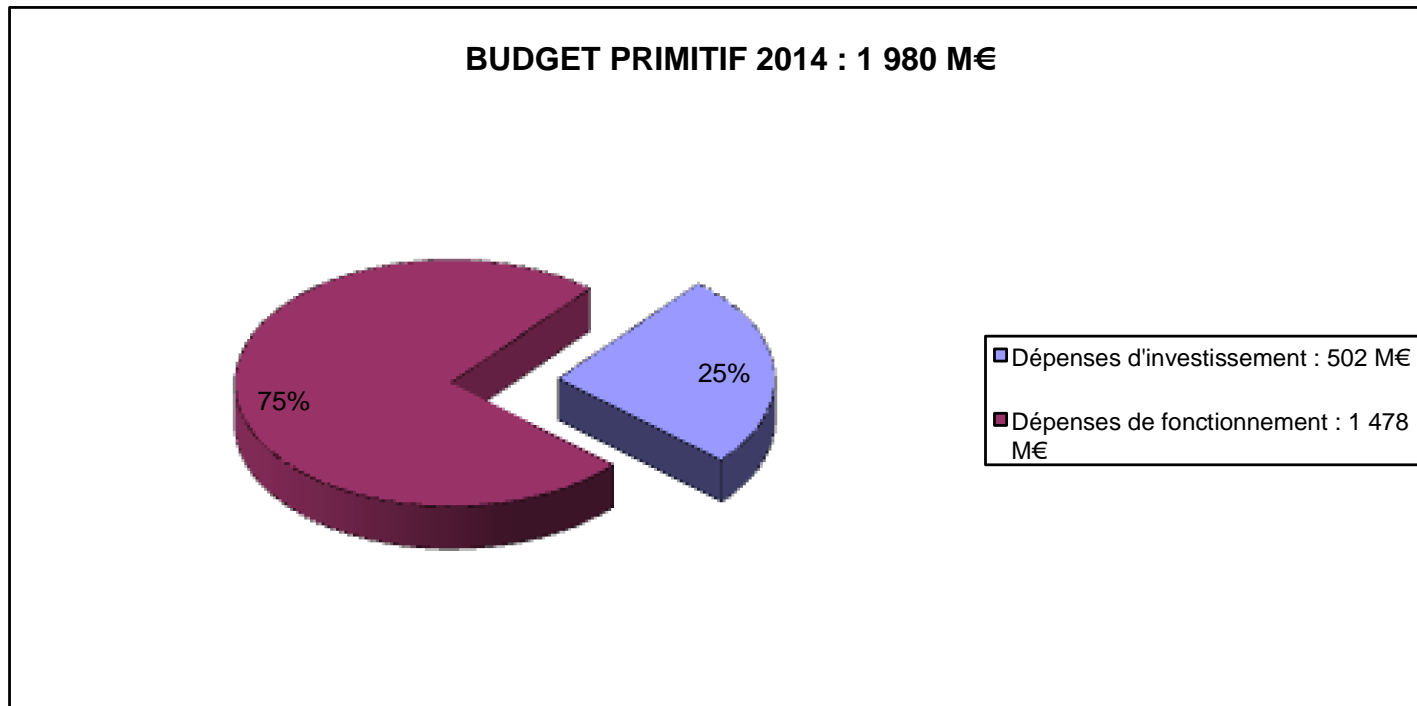
Le soutien à l'Economie sociale et solidaire : une compétence facultative (3)

Trois exemples :

- La société **Reprotechnique** à Colombes reprise par une partie de ses salariés sous forme de coopérative (SCOP)
 - Sauvegarde de 66 emplois locaux
- Le projet **Agrocité** de l'Atelier d'Architecture Autogérée à Colombes, exposé à la Biennale de Venise et récompensé à Berlin par le prix « Recherche et initiative » de la Fondation Zumbotel
- « **CoopCampus P10** » : ouverture d'une cafétéria sociale à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense



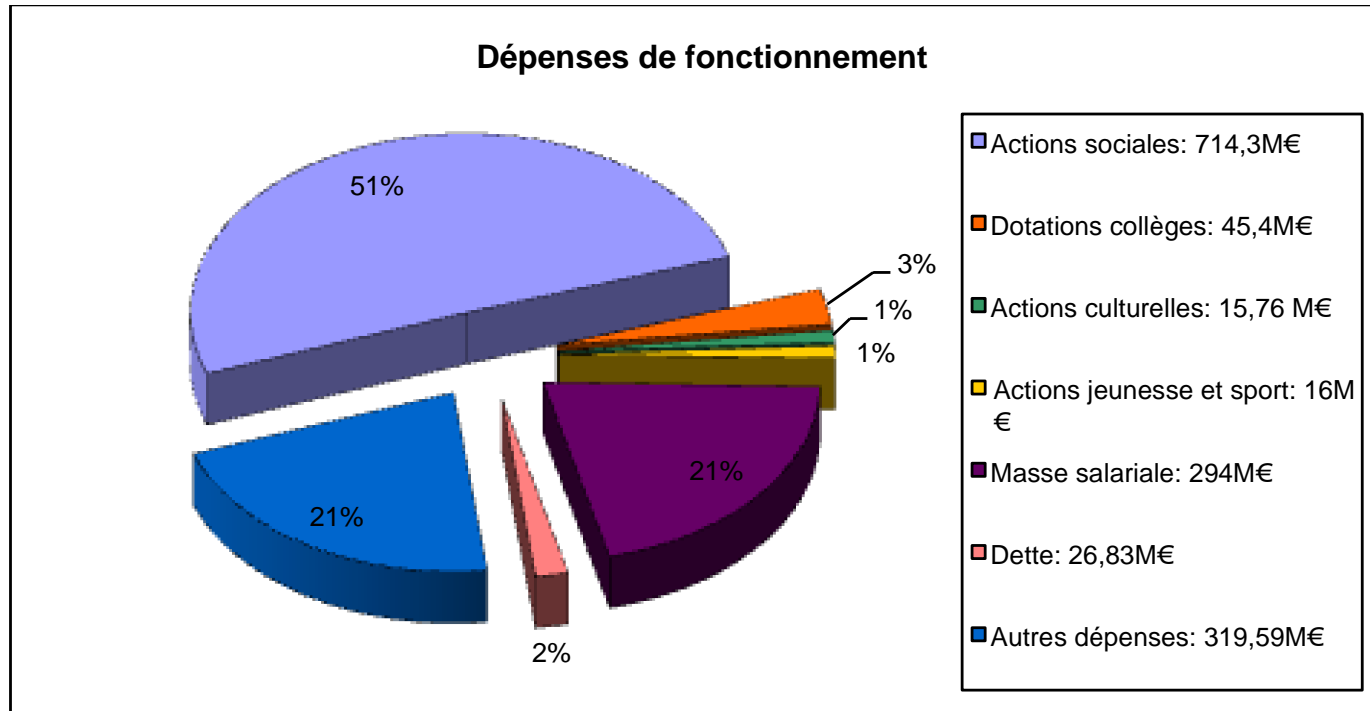
Le CG 92 : une collectivité richement dotée



Martine Gouriet Luc Bérard de Malavas Pascal Buchet Gilles Catoire Guy Janvier Jean-André Lasserre Bernard Lucas

Groupe Socialiste du Conseil général des Hauts-de-Seine <http://www.ps92.com>

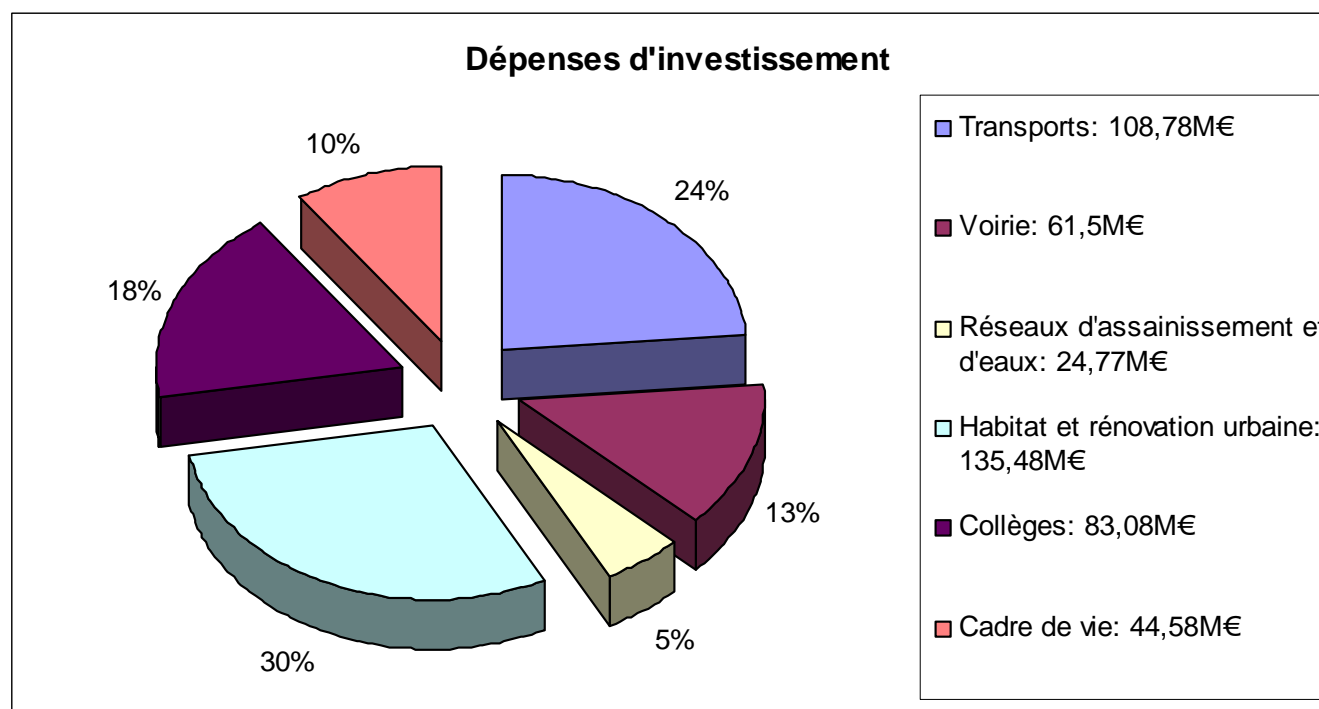
Le CG 92 : une collectivité richement dotée (2)



Source BP 2014



Une collectivité richement dotée (3)



Source BP 2014

PS

Martine Gouriet Luc Bérard de Malavas Pascal Buchet Gilles Catoire Guy Janvier Jean-André Lasserre Bernard Lucas

Groupe Socialiste du Conseil général des Hauts-de-Seine <http://www.ps92.com>

Une politique départementale qui aggrave les inégalités

Des dépenses de solidarités inférieures à la moyenne nationale

- Nord : 75.2 %
- Paris : 69.1 %
- Yvelines : 66.2 %
- **Hauts-de-Seine : 58.3 %**
- Moyenne nationale : 62.9 %

(Source DGCL BP 2013)



L'exemple de l'action sociale et des solidarités

Evolution des dépenses entre 2012 et 2013

- Augmentation des dépenses de fonctionnement : + 8.54 %
- Progression des dépenses d'action sociale (hors RMI): + 1.09 %
- Diminution des dépenses de prévention sociale et médico-sociale : - 5.30 %

Evolution des dépenses totales d'aide sociale entre 2012 et 2013

- Moyenne nationale : + 2,8 %
- Hauts-de-Seine : + 0.5 %

(comptes administratifs CG 92 2012-2013- DGCL BP 2013)



Un autre exemple : la politique de l'habitat

Des crédits en **nette diminution** pour le **logement social** et le **logement étudiant** au BP 2014

→ - 5.4 M€ (hors délégation des aides à la pierre)

Financement de logements PLS au détriment des logements PLUS et PLAI (sociaux et très sociaux)

	2011	2012
PLAI	14% (413)	12,5% (394)
PLUS	44% (1259)	40% (1256)
PLS	42% (1204)	47,5% (1498)

Le nouveau mode de calcul pour l'aide aux communes pour la construction de logements sociaux pénalise les villes dont le taux de logements sociaux est supérieur à 25 %...

→ une prime versée aux « mauvais » élèves de la loi SRU

Remboursement des 10 M€ (dotation de démarrage) versé à l'Etablissement Public Foncier Départemental (EPFD 92) avant sa disparition au profit de l'EPFR en 2015



Pourtant le CG92 multiplie les dépenses de prestige ou inutiles

Quelques exemples :

- **Le Pôle privé Léonard de Vinci** (500 M€ hors investissement depuis sa création)
- 11 M€ au BP 2014 pour **le déploiement du THD Seine** (réseau à très haut débit) (59 M€ sur 6 ans)
- 21.39 M€ par an pour **la cité musicale de l'Île Séguin** durant 30 ans en contrat de partenariat public-privé
- 1 M€ au **Racing Métro**
- 1.21 M€ pour **la Maitrise des Hauts-de-Seine** (chorale)
- 1.05 pour l'association **ERDA Accentus** (jeune chœur de Paris)
- 1 M€ pour **l'exposition sur Jean-Baptiste Colbert** en 2014 après 800 000 € pour l'exposition Saint-Sépulcre en 2013
- 600 000 € pour l'achat **d'une collection de Bonsaï** et l'aménagement de la serre



Au détriment de ses missions obligatoires

- ✓ Suppression ou **diminution des subventions aux associations d'aide sociale** : le Mouvement Français pour le Planning Familial 92, les foyers de jeunes travailleurs, les Espaces Santé Jeunes, aux petits clubs sportifs, etc.
- ✓ **Des crédits pour la prévention spécialisée**, le Fonds Solidarité Logement (FSL), le Fonds d'Insertion des jeunes (FIJ)... **qui n'augmentent pas**
- ✓ **Des dotations aux collèges maintenues au montant de 2013 ou en forte baisse**
- ✓ **Désengagement des centres de PMI** (- 1.21 M€ au BP 2014), **des actions éducatives pour les collégiens** (- 600 000 €), etc.
- ✓ **Des postes non pourvus dans les espaces départementaux d'action sociale** (ex-C.V.S.)



Vos conseillers généraux socialistes au travail

5 Séances
publiques / an

10 Commissions
permanentes

Commissions
thématiques

Groupes de
travail

Présents dans différents organismes :

- Les Conseils d'administration des collèges et des EHPAD (établissements pour personnes âgées dépendants)
- Le CDEN 92 (Conseil Départemental de l'Éducation Nationale des Hauts-de-Seine)
- Les jurys ERMES (ensemble pour la réussite et la mobilisation des élèves pour leur scolarité) et S.I.E.L. (soutien aux initiatives locales)
- L'Association « Ecole de la 2ème chance »
- Le CDESS (conseil départemental de l'Économie sociale et solidaire)
- l'EPFD 92 (établissement public foncier des Hauts-de-Seine)
- DEFAC TO (gestion des espaces publics du quartier d'affaires de La Défense)
- La MDPH 92 (Maison départementale des personnes handicapées)
- La CAO et le CCSPL (comité consultatif des services publics locaux)
- La SEM 92 (société d'économie mixte)
- Les syndicats mixtes
- La Commission départementale consultative des gens du voyage
- Le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (C.A.U.E.)
- Le Comité départemental du Tourisme des Hauts-de-Seine

PS



Martine Gouriet



Luc Bérard de Malavas



Pascal Buchet



Gilles Catoire



Guy Janvier



Jean-André Lasserre



Bernard Lucas

Groupe Socialiste du Conseil général des Hauts-de-Seine

<http://www.ps92.com>

Vos conseillers généraux socialistes au travail (2)

Quelques exemples de schémas départementaux disponibles sur le site hauts-de-seine.net :

- Le Schéma d'organisation sociale et médico-sociale en faveur de l'enfance handicapée 2011-2015
- Le Schéma en faveur de la protection de l'enfance 2012-2016
- L'Observatoire départemental de la protection de l'enfance
- Le Schéma départemental de la PMI
- Le Schéma de soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées
- Le Schéma départemental des enseignements artistiques
- Le Schéma d'assainissement départemental 2005 – 2020

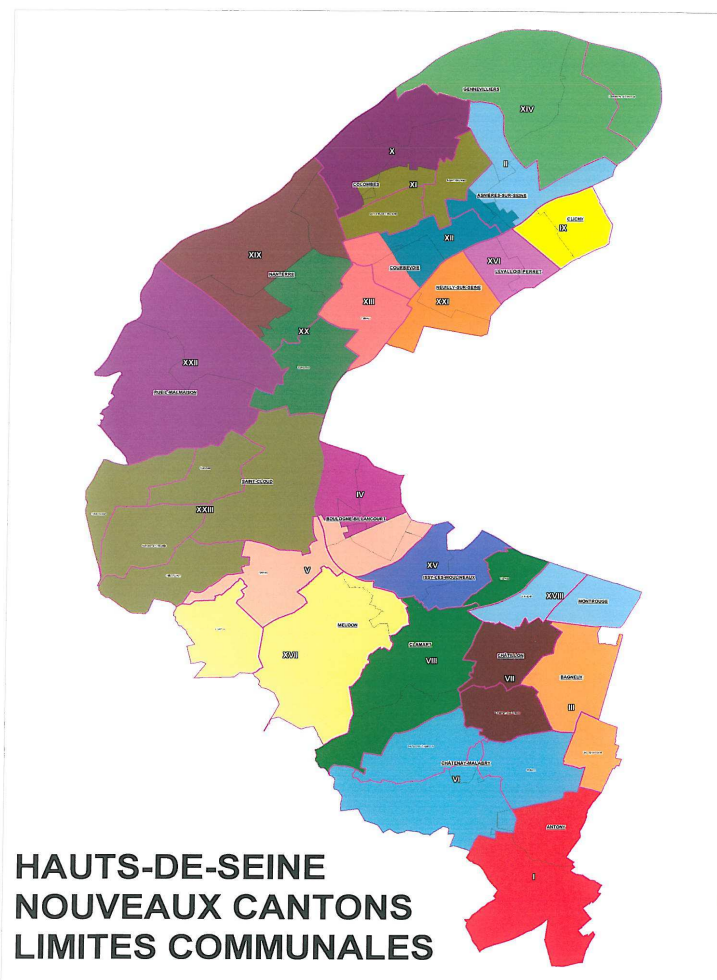
➤ De plus, **le Conseil général émet un avis sur les schémas régionaux** comme sur le Schéma directeur de la Région Ile-de-France, et sur ceux concernant l'environnement comme le Schéma régional de cohérence écologique.



Réforme territoriale

Acte III

- ✓ Moderniser notre organisation territoriale
- ✓ Simplifier le « mille-feuille »
- ✓ Regrouper, fusionner et mutualiser pour réduire la dépense publique
- ✓ Clarifier les compétences de chaque collectivité
- ✓ Rendre plus efficace et efficient le service rendu à nos concitoyens



Le calendrier prévisionnel de la réforme

Le 18 juin 2014, 2 projets de loi examinés au Conseil des ministres

- 1) Un projet de loi, qui sera débattu au Parlement et qui pourra donc évoluer, devrait être promulgué avant fin novembre 2014 définissant la nouvelle carte des régions (de 22 à 14) et reportant la date des élections régionales et départementales en novembre 2015.
- 2) Un projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République accroîtra les compétences des régions et renforcera les intercommunalités.

Novembre 2015, élections régionales et départementales avec le mode de scrutin adopté en 2013 (loi du 17 mars 2013 instituant un scrutin majoritaire binominal)

➤ **23 cantons paritaires dans les Hauts-de-Seine** (sous réserve des modifications liées aux différents recours en conseil d'Etat)



Le calendrier prévisionnel de la réforme (2)

- Au 1er janvier 2016, création de la Métropole du Grand Paris (EPCI)
- Au 1er janvier 2017, transfert des compétences des CG de petite couronne aux grandes régions en matière de développement économique, de formation et d'emploi, de transports ainsi que pour la gestion des collèges, des routes départementales et des grands équipements structurants. (assemblées régionales avec moins d'élus)
- Et transfert de certaines compétences de proximité des CG de petite couronne à la métropole du Grand Paris, aux conseils de territoires, voire à l'Etat (allocations).
 - o Phase transitoire des conseils départementaux qui se recentrent sur leurs missions essentielles : compétences sociales et soutien aux communes, puis disparition à terme
 - o Réforme de l'organisation de l'Etat dans les territoires
- A l'horizon 2020, révision constitutionnelle pour acter la suppression des conseils départementaux



Nous contacter

Martine GOURIET

gouriet2@gmail.com

Luc BERARD de MALAVAS

berarddemalavas@gmail.com

Pascal BUCHET

buchetpascal@gmail.com

Gilles CATOIRE

janvierguy@gmail.com

Guy JANVIER

jalasserre@aol.com

Jean-André LASSERRE

bernardyves.lucas@orange.fr

Bernard LUCAS

groupepsc92@gmail.com

Le blog du groupe : www.ps92.com où trouver notre actualité et nos newsletters

- Nos tribunes dans le *HDS-mag* (magazine départemental) et *La Lettre Bleue*
- Pour des données locales : opendata.hauts-de-seine.net/les-donnees



Merci de votre attention

